

Extrait du El Correo

<http://www.elcorreo.eu.org/Argentine-Opposition-sous-Fond>

Argentine : Opposition sous Fond

- Argentine - Économie - Dette externe -

Date de mise en ligne : dimanche 19 décembre 2021

Description :

Argentine : Opposition sous Fond. L'opposition escamote le débat public sur leur responsabilités envers le FMI pour éviter que l'endettement ne devienne la dimension centrale du débat public face aux élections de 2023... Jorge Elbaum

Copyright © El Correo - Tous droits réservés

La désapprobation de la loi de finances prolonge le débat futur sur le refinancement du crédit avec le FMI. Les différents fragments d'*Ensemble pour le changement* (JxC) cherchent à éviter que l'endettement ne devienne la dimension centrale du débat public face aux élections de 2023. La semaine dernière - alors que la discussion se déroulait à la Chambre des députés - les principaux dirigeants de l'opposition se sont concentrés sur la dissimulation des pertes générées par le traitement du crédit en 2018.

Deux décennies après les événements qui ont prolongé la plus grande crise de l'histoire argentine, la droite nationale impose à nouveau les conditions d'un programme du fonds monétaire qui restreint l'autonomie économique et limite la souveraineté nationale. L'accord signé lors de la période macriste - qui ne prévoyait pas comment il allait le payer en cas de réélection - obligeait à verser 19 milliards de dollars au cours de l'année suivante, idem en 2023 et 5 milliards en 2024.

Ces montants devraient être ajoutés aux échéances des titres publics, engagés auprès des obligataires privés après l'entrée en vigueur de l'échange de dette privée, négocié par le gouvernement actuel au cours de l'année 2020, ce qui représente une somme de 40 milliards. Au total, conséquence de l'héritage de *Cambiamos*, notre pays devrait faire face à près d'une décennie de 15 milliards de dollars par an.

L'inquiétude du côté de *Cambiamos* est que la grave situation qu'ils ont laissée puisse être débattue et comprise par la société dans sa dimension réelle. C'est la raison pour laquelle certains de ses soutiens cherchent avec insistance à mélanger la dette en dollars avec la dette en pesos générée par le gouvernement actuel. Le quadruple objectif politique des grands groupes, représentés politiquement par JxC, consiste à :

- Dissoudre les responsabilités de l'endettement extérieur dans la société dans son ensemble , en appliquant la méthode bien connue de la confusion communicationnelle,
-*** Garantir l'acceptation des exigences d'austérité soulevées par le Fonds** - coïncidant avec les attentes d'affaiblissement des capacités d'intervention de l'État, réclamées avec insistance par les référents néolibéraux locaux -
- Empêcher que les remboursements permettent la recherche et le rapatriement des capitaux en fuite depuis 2018 - comme demandé par Cristina Fernández de Kirchner sur la Plaza de Mayo le 10 décembre -, et
-*** Empêcher qu'une hausse d'impôt ne soit légitimée** , notamment à destination du groupe de ceux qui bénéficiaient de l'assurance de change accordée par le macrisme une fois le prêt du FMI reçu.

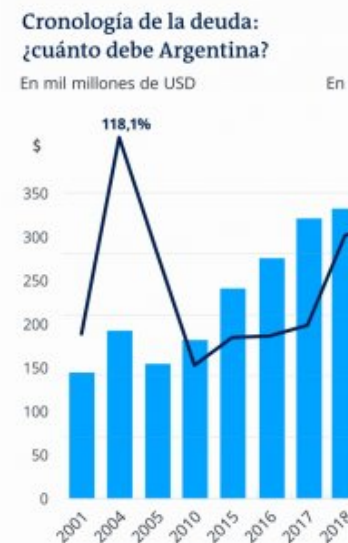
Les cauchemars les plus horribles, verbalisés par les *partisans de Cambiamos*, se réfèrent au possible assentiment ou à l'admission directe - par l'instance multilatérale - des deux dernières mesures, une situation qui briserait l'articulation interne de l'opposition et la subordination évidente à ses dirigeants ultimes, les grands groupes. Ces groupes insistent sur des politiques d'austérité qui conduisent à la baisse de protection des travailleurs et donc à une main-d'oeuvre moins chère.

L'excédent de la balance commerciale est une autre des revendications coïncidant avec l'équipe du Fonds, qui cherche à prioriser les exportations sans prêter attention aux besoins intérieurs, même ceux qui se réfèrent à la sécurité alimentaire locale, comme cela a été récemment mis en évidence par rapport à l'augmentation du prix de viande. Alors que la croissance économique intérieure demande des devises pour importer des biens d'équipement (des machines pour augmenter la capacité de production), le Fonds et ses partenaires nationaux exigent que ces dollars soient consacrés au paiement d'une dette contractée irrégulièrement pour éviter la défaite électorale du

macrisme.

Les quatre conditions

Source : [Ministère de l'économie..'](#) type="image/jpeg">



En 2015, la dette en dollars = 43 % du PIB. À la fin du règne de Macri, elle avait doublé.Source : **Ministère de l'économie..**

Le programme de facilités élargies (SAF) instaure une durée maximale de dix ans pour rembourser les 43 milliards, et le gouvernement négocie sans que l'opposition ne s'exprime de façon solidaire sur quatre des points les plus pressants de la négociation avec l'équipe du Fonds monétaire dirigée par Kristalina Georgieva :

- **Les années de grâce** - antérieures au début du premier remboursement en capital -, qui présupposent le début des paiements après trois, cinq, sept ou dix ans ;
- **Le terme**, c'est-à-dire la période que le SAF engloberait, et les frais annuels respectifs qui seraient stipulés, après le délai de grâce ;
- **Le taux d'intérêt** qui sera effectivement payé (s'il est mis à jour semestriellement ou s'il est fixé à l'avance), et
- **La surtaxe**, aujourd'hui stipulée à 3% au dessus de l'intérêt de base.

Cette surtaxe est une pénalité stipulée pour les pays qui ont dépassé le montant demandé, par rapport à leur quote-part fixée en tant que membre du FMI.

L'Argentine aurait eu un crédit maximum de 20 milliards de dollars pour être détenteur de 187%. Elle s'est pourtant vu octroyer une somme correspondante, 1 277% dans le cadre des pressions de Donald Trump pour garantir la continuité politique de Macri, qui s'était montré comme un fidèle partisan de ses positions géopolitiques.

Le FMI et les grandes entreprises locales conviennent d'augmenter les soldes exportables et de réduire le déficit budgétaire. Mais des divergences surgissent autour de la possibilité de chercher à combler le déficit par la progressivité fiscale. La semaine dernière, les référents de l' *Union industrielle argentine* (UIA) ont exprimé leur inquiétude quant à l'inclusion dans le projet de budget d'un amendement à l'article 115 de la *loi sur l'impôt sur le revenu* , qui permettrait d'ajuster les futures contributions des entreprises aux indicateurs inflationnistes.

Malgré le fait que JxC partage les critères orthodoxes promus par le FMI - se référant à l'ajustement fiscal, la réduction des subventions, les ajustements de retraite, la restriction monétaire et la réduction de l'écart entre le dollar officiel et les parallèles -, il s'oppose à une augmentation de la collecte d' impôts qui affecte ses alliés chefs d'entreprise.

Face à toute initiative visant à taxer les 10 % les plus riches de la société - qui perçoivent 30 fois plus de revenus que le décile le plus pauvre - des voix s'élèvent pour alerter sur le manque d'incitations à investir en Argentine. Pourtant, une grande partie des références les plus réputées de ce segment privilégié ont insisté pendant des décennies pour déclarer les résidences à l'étranger - afin de ne pas payer d'impôts dans leur pays -, se soustraire au trésor, échapper aux capitaux et/ou ignorer la situation socio-économique de leurs compatriotes. Par ailleurs, loin des diatribes répétées, les leaders du *quantum* d'investissement et de création d'emplois en Argentine ne sont pas eux mais les petites et moyennes entreprises (PME).

Au-delà de l'abîme

L'un des moyens dont dispose l'*establishment* pour faire pression et garantir la pérennité du modèle proposé par le FMI est de prévoir les cataclysmes si un accord n'est pas trouvé rapidement. L'un des pythons de cette possible catastrophe est le journaliste du Grupo La Nación Joaquín Morales Solá, un confident d'Elisa Carrió, qui a soutenu - sans détailler les données fournies par son sondeur personnel - que "90% de la société veut un accord avec le Fonds parce qu'elle sent que l'option, qui est le non-accord, est bien pire que n'importe quel accord. "La société sent que nous sommes proches de l'abîme et le vice-président ne le sent pas", a-t-il fait remarquer.

Des menaces visant à soumettre les négociateurs argentins aux exigences du Fonds monétaire et de l'UIA se sont également propagées depuis l'étranger : la semaine dernière, l'ancien représentant du FMI dans l'hémisphère occidental, Claudio Loser, résident à Washington, a prévenu que prolonger dans le temps l'accord, ou ne pas le signer bientôt, transformerait l'Argentine en un État paria, l'amenant à vivre dans le cadre d'une économie de guerre. La stratégie de tenailles, tacitement coordonnée entre les acteurs financiers et JxC, est également systématiquement renforcée par les agences de communication mondiales : début octobre, l'agence de presse Bloomberg rapportait que l'équipe du Fonds avait rejeté la demande des responsables argentins concernant les surtaxes, en afin d'affaiblir la position argentine.

Mercredi dernier, Mario Negri a averti ses collègues de l'interbloc que l'opposition dans son ensemble pourrait être mêlée à de vives contradictions si elle ne planifiait pas soigneusement les interventions dans l'enceinte. Etant donné que le budget présenté par le parti au pouvoir pour 2022 ne comprend pas de provisions pour le paiement de la dette, il a laissé entendre qu'"ils veulent nous passer la bombe pour qu'elle explose à partir de 2024, quand nous assumerons le gouvernement". Face à cette possibilité, le sénateur Luis Juez -orgulloso fils d'un membre de l'organisation [fasciste et néo - politique nazi] [Tacuara](#) et organisateur de la campagne électorale de Carlos Menem dans la province de Cordoba en 1989 - a annoncé, concernant un éventuel accord avec le FMI, qu'il ne soutiendrait aucune loi promue par le parti au pouvoir car « vous ne pouvez pas co-gouverner avec des criminels. » Il ne faut rien leur céder (...) ces 24 mois c'est pour se préparer à prendre le pouvoir ».

Les objections des *membres de cambiamos* comprennent également la dérivation de l'affaire en cours contre Mauricio Macri - devant le Tribunal pénal et correctionnel national 5, en charge de María Eugenia Capuchetti -, faisant référence aux irrégularités dans le traitement du crédit. Ils supposent, comme le préviennent les radicaux *Larretistas* de Martín Lousteau, que cela peut conduire à un scandale lorsque les noms des bénéficiaires directs de l'évasion seront rendus publics, en raison de leurs liens avec des hommes d'affaires proches de la famille de l'ancien président.

L'opposition place la défense des privilèges des 20 % les plus riches au-dessus des intérêts nationaux. C'est la raison pour laquelle elle exhorte à la signature urgente de l'accord avec le FMI, prédisant l'apocalypse au cas où un accord ne serait pas trouvé dans les plus brefs délais. Ils sont prêts, sans aucun doute, à accepter des conditions plus lourdes que celles qui découleraient d'un éventuel *défaut*.

Dans La Tempête, William Shakespeare proclame que « celui qui meurt paie toutes ses dettes ». L'économiste [John Perkins](#) a traduit cette déclaration dans sa version néolibérale du 21e siècle : « Les crédits (...) sont la garantie que vos enfants et petits-enfants continueront d'être nos otages. Ils devront permettre le pillage de leurs ressources naturelles par nos entreprises et continueront à se priver d'éducation, de santé et d'autres services sociaux, simplement pour nous payer la dette » [[Confessions of an Economic Hit Man](#) / [Les Confessions d'un assassin financier](#)].

Jorge Elbaum* pour [El cohete a la luna](#)

[El cohete a la luna](#). Buenos Aires, le 19 décembre 2021.

*[Jorge Elbaum](#) est sociologue, Docteur dans Sciences. Économiques. Président du « [Llamamiento Argentino Judío](#) ».

Traduit de l'espagnol pour [El Correo de la Diaspora](#) par : Estelle et Carlos Debiasi.

[El Correo de la Diaspora](#). Paris, le 19 décembre 2021

[[Contrat Creative Commons](#)]

Cette création par <http://www.elcorreo.eu.org> est mise à disposition selon les termes de la [licence Creative Commons Paternité - Pas d'Utilisation Commerciale - Pas de Modification 3.0 Unported](#). Basée sur une oeuvre de www.elcorreo.eu.org.